

Aubanel for Business : convention de partenariat avec l'Ordre des Experts Comptables



Lors d'une cérémonie regroupant l'<u>Ordre des Experts-Comptables</u>, le <u>Greta-CFA Vaucluse</u>, les professeurs, étudiants et apprentis, une convention de partenariat a été signée entre le <u>lycée Théodore Aubanel</u> et l'Ordre des Experts Comptables du conseil régional de Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur, jeudi 16 juin.

La cérémonie s'est tenue le 16 juin au lycée Théodore Aubanel. A cette occasion, les étudiants et les



apprentis, actuels et anciens, étaient invités à assister à la signature de la convention de partenariat entre le lycée et l'<u>Ordre des Experts Comptables du conseil régional de Marseille Provence-Alpes-Côte</u> d'Azur.

Les objectifs de cette convention de partenariat sont d'élargir les cabinets susceptibles de recruter des apprentis (BTS, DCG et DSCG), d'enrichir les lieux de stage, de développer les conférences destinées à informer les étudiants sur l'évolution des pratiques professionnelles dans les métiers de la comptabilité et de développer la collaboration dans l'organisation et l'animation des manifestations destinées à approfondir les connaissances des étudiants du monde de l'entreprise.

La soirée a commencé avec un discours de <u>Jean-Marc Mielle</u>, directeur délégué à la formation professionnelle et technologique, qui a tenu à rappeler quelques chiffres concernant les formations en comptabilité et gestion proposées par Aubanel for Business. Le lycée propose trois formations : un BTS comptabilité et gestion, un diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) et un diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG). Chaque année, 175 étudiants sont formés, dont 150 apprentis en comptabilité, de Bac +2 à Bac +5. Également, le lycée Théodore Aubanel, c'est : 5 500 dossiers déposés sur la plateforme Parcoursup, dont 1 500 pour des formations en comptabilité et gestion.

<u>Christophe Michel</u>, proviseur du lycée Théodore Aubanel, Jérôme Genton, représentant l'Ordre des Experts Comptables Marseille PACA et <u>Catherine Deman</u>, présidente du <u>Greta-CFA Vaucluse</u>, ont ensuite pris la parole pour s'exprimer et saluer la collaboration, avant de signer la convention de partenariat.

La soirée s'est poursuivie avec les témoignages d'anciens apprentis aux parcours différents et uniques. Des parcours salués par Jean-Marc Mielle qui a exprimé sa fierté concernant cette diversité. S'en est suivie un moment de rencontre et d'échange entre les étudiants et les experts comptables. Enfin, la soirée s'est achevée par un concert des Bluesy Buddies.



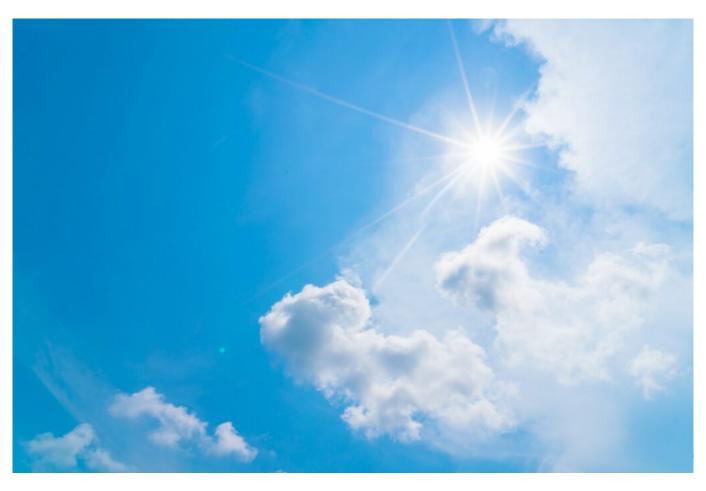
Ecrit par le 8 novembre 2025



De très fortes chaleurs ce week-end en Vaucluse



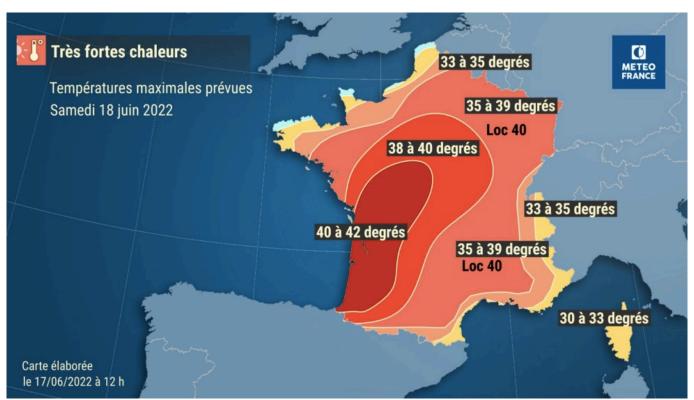
Ecrit par le 8 novembre 2025



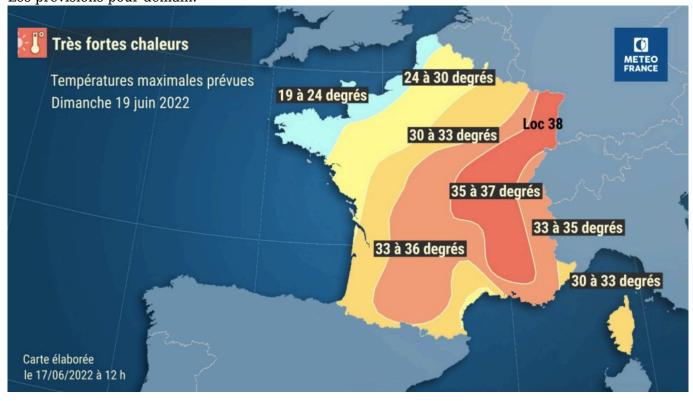
Depuis quelques jours, le Vaucluse subit de très fortes chaleurs et est en proie à une canicule. Selon les prévisions de Météo France, cela ne va pas s'arrêter de sitôt. Pour ce week-end, les samedi 18 et dimanche 19 juin, le département est placé en vigilance jaune, ce qui signifie qu'il faut rester vigilant si vous pratiquez des activités sensibles. Le préfet de Vaucluse, Bertrand Gaume, a même appelé à la vigilance de chacun concernant les risques d'incendie. Au cours des dernières 24 heures, le service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse est intervenu sur 13 feux de végétaux.

Ce dimanche, notamment, le département se placera dans la zone géographique où il fera le plus chaud. En période de fortes chaleurs, il est conseillé de bien s'hydrater, de garder les fenêtres closes ainsi que les volets et rideaux pour garder votre habitation au frais. Il est également déconseillé de trop s'exposer à la chaleur entre 11h et 21h. Retrouvez tous les conseils pour faire face à la canicule sur le site Ameli.





Les prévisions pour demain.





Les prévisions pour dimanche.

Châteauneuf-de-Gadagne : Terroirs en fête revient pour une 5ème édition



L'événement Terroirs en fête revient pour une cinquième édition ce week-end, le samedi 11 et dimanche 12 juin, au Parc de l'Arbousière à Châteauneuf-de-Gadagne.

Après deux années difficiles, Terroirs en fête revient le temps d'un week-end à Châteauneuf-de-Gadagne pour vous faire découvrir les produits de 155 producteurs, artisans et éleveurs vauclusiens qui seront étalés sur 4 hectares du parc. Organisé par le Département, cet événement est « l'occasion de rappeler que le Vaucluse est le premier département de la région Paca en termes d'activités agricoles et qu'il se



hisse tout en haut du podium national pour certaines productions comme la cerise, le raisin ou la lavande », comme l'indique Dominique Santoni, présidente du Département.

Ce marché géant à ciel ouvert, qui avait accueilli plus de 18 000 visiteurs en 2019, et 8 000 en 2021 permet de mettre en lumière l'agriculture vauclusienne et de témoigner de l'excellence des produits du terroir. « A la suite de la crise sanitaire, les consommateurs ont compris que les producteurs locaux étaient les seuls à pouvoir les nourrir en toute confiance », a poursuivi Christian Mounier, vice-président du Département et président de la Commission agriculture, Eau, Alimentation.

Des animations ludiques autour du terroir

Afin de mettre en avant les produits présentés sur le marché Terroirs en fête, les Disciples d'Escoffier proposeront des démonstrations culinaires. Le public pourra arpenter les allées du marché et choisir les ingrédients avec les chefs afin que ceux-ci préparent leurs recettes qui vont régaler les papilles de plus d'un.

Différents élevages seront également mis à l'honneur lors de cet événement. Les petits comme les grands pourront alors observer des moutons, des brebis, des chèvres, des cochons mais aussi des alpagas. Grégori Pierquin fera une démonstration de tonte de mouton, une nécessité pour l'hygiène de l'animal mais aussi pour son confort. Éric Veyrier, quant à lui, sera présent avec ses quatre chiens pour montrer comment ces derniers gardent et rassemblent le troupeaux de huit brebis.

Les abeilles seront également les stars de l'événement. Le Syndicat des apiculteurs de Vaucluse proposera un atelier 'EducaBeezz' pour faire découvrir tout ce qu'il y a à savoir sur la vie d'une ruche et son organisation, sur l'abeille, l'une des plus grande pollinisatrice, garante de la biodiversité, et productrice d'un produit en or : le miel.

Les enfants auront des activités qui leur seront réservées autour de la cuisine, des animaux de la ferme, des oiseaux. Ils pourront profiter d'un moment de tendresse avec les vaches, les ânes, les porcelets, les chèvres, les brebis et tous les animaux de la basse-cour. Ils pourront également confectionner des nichoirs avec la Ligue de protection des oiseaux.

La fièvre du samedi soir

Comme chaque année, Terroirs en fête clôturera sa journée du samedi avec Terroirs en soirée. Cette année, l'ambiance sera assurée par le groupe Fatum Fatras, inspiré par des thèmes traditionnels des Balkans et des pays du bassin méditerranéen.

Ainsi, les visiteurs pourront profiter de la musique tout se régalant avec un menu '100% terroir' proposé par le restaurant Plein Air. Il y aura un espace rôtisserie, tenu par L'Etable Montilienne, et la truffe sera également présente avec les Frères Jaumard. Les visiteurs pourront aussi s'abreuver aux comptoirs à vin et à bière. Un moment convivial et 100% vauclusien.

Les informations pratiques et consignes de sécurité



L'événement sera situé à 400 mètres d'un parking réservé aux visiteurs. Cinq navettes transporteront le public et leurs achats durant tout le week-end gratuitement. Un second parking, réservé aux personnes à mobilité réduite, sera situé aux abords du parc pour plus de facilité d'accès.

Mis à part les chiens-guides, les animaux seront interdits dans l'enceinte du parc. Il sera également important de prendre en considération le fait que les animaux présents sur le parc ne sont pas des animaux domestiques. Il sera donc interdit de franchir les barrières de sécurité.

Le Vaucluse étant à risque concernant la sécheresse et les incendies, fumer sera interdit au sein du parc ainsi que démarrer tout autre type de feu.

Dans une démarche de respect de l'environnement, le Département vous invite vivement à faire du covoiturage pour vous rendre à l'événement. Pour ce faire, vous pouvez vous inscrire sur le <u>site de covoiturage de Vaucluse</u>.

Pour plus d'informations et pour découvrir tout le programme de Terroirs en fête 2022, <u>cliquez</u> ici.

Samedi 11 juin de 14h à 23h et dimanche 12 juin de 10h à 18h30. Entrée libre. Parc de l'Arbousière. 1360 Avenue Voltaire Garcin. Châteauneuf-de-Gadagne.

V.A.

Le Vaucluse, champion des réservations pour les vacances



Ecrit par le 8 novembre 2025



<u>Le site PAP</u> (De Particulier à particulier) vient de dévoiler une étude* sur les réservations et les tendances pour l'été 2022. Il y apparaît que le Vaucluse est le département français qui enregistre la plus forte hausse (+51,6%) des demandes de réservations pour la période du 1^{er} juillet au 31 août 2022 par rapport à la même période en 2019.

Dans ce classement (voir tableau ci-dessous), le Sud-Est est à la fête puisqu'il 'truste' les première place. Seule la Dordogne (10^e avec +11,8%) joue les trouble-fêtes dans ce top 10 où nos voisins de l'Ardèche (3^e avec +37,8%), de la Drôme (4^e avec +24%), des Bouches-du-Rhône (5e avec +22,5%) et du Gard (6e avec +21,2%) se distinguent également. La Drôme présente également le plus fort taux d'occupation de France, enregistré au 31 mai, avec 79%.

Dans le même temps, les départements de la façade ouest pâtissent de leur météo de l'an dernier. Les 10 départements ayant le plus chuté en termes de demandes de réservations sont ainsi tous situés sur le littoral ouest. Et ce sont deux départements normands qui enregistrent les plus fortes baisses : le Calvados avec -25,9% et la Manche avec -20,2%.



Le Top 10 des plus fortes progressions par rapport à 2019

Vaucluse (84)	+ 51,6 %
Var (83)	+ 39,2 %
Ardèche (07)	+ 37,8 %
Drôme (26)	+ 24,0 %
Bouches du Rhône (13)	+ 22,5 %
Gard (30)	+ 21,2 %
Hautes-Alpes (05)	+ 20,5 %
Corse du Sud (2A)	+ 19,5 %
Haute Corse (2B)	+ 17,0 %
Dordogne (24)	+ 11,8 %



Classement des dix départements ayant enregistré les plus fortes progressions de demandes de réservations pour la période du 1^{er} juillet au 31 août 2022 par rapport à la même période en 2019. Données au 31 mai 2022.

Cap vers le soleil

La météo particulièrement maussade durant l'été 2021 semble avoir incité les Français à privilégier les destinations au soleil. Ce n'est donc pas un hasard si la Côte-d'Azur (+30,6%), la Corse (+20,3%) et le Languedoc (+7,5%) affichent les plus fortes progressions régionales.

Côté campagne, la demande est en hausse de +22,1% par rapport à 2019. Une progression qui n'est cependant pas homogène. Là encore, c'est le désir de soleil qui a dicté les choix de destinations, ce qui explique les très bons résultats des départements du quart Sud-Est.

Ainsi, si la Dordogne conserve sa première place du classement en termes de volumes de réservations, elle est désormais talonnée par le Vaucluse. Arrivent ensuite l'Ardèche, le Lot et la Drôme.

Des tarifs proches de la Côte d'Azur

Avec un prix moyen de 1 848€ la semaine pour une maison, le Vaucluse affiche également les tarifs les plus élevés des 'destinations' à la campagne. Loin devant la Drôme (1 538€ la semaine de location), l'Ardèche (1 214€), la Dordogne (1 138€) et le Lot (1 074€). Le Vaucluse est aussi le département où les prix ont le plus flambé : +11,9% par rapport à 2021.





De quoi afficher des tarifs supérieurs aux locations de maisons dans toutes les régions de montagne est de n'être devancé, pour les zones littorales, que par la Côte d'Azur (2 078€) et la Corse (1 961€).

Les prix, par semaine, d'une maison à la campagne pour l'été 2022



Prix moyens par semaine, pour la location d'une maison dans les 5 départements ayant enregistré le plus de demandes de réservations via PAPVacances.fr pour la période du 1^{er} juillet au 31 août 2022. Données au 31 mai 2022.

Covid, présidentielle, Ukraine... l'actualité a influencé le niveau des réservations

« Accusant un léger retard, à la fin du mois de janvier, par rapport à 2019, les demandes de réservations ont dépassé celles de 2019 suite aux annonces gouvernementales sur la levée progressive des restrictions sanitaires, explique de Particulier à particulier. Ce qui a permis aux Français qui avait du mal à se projeter pour l'été, à commencer à organiser leurs vacances. Cette embellie n'aura été que de courte durée, car dès la première semaine de mars 2022, on a assisté à une chute des réservations dans la foulée des premières hausses spectaculaires des prix de l'essence, consécutivement à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. S'en est suivie une période d'incertitude, entretenue par l'élection présidentielle. Il aura donc fallu attendre la semaine de l'entre-deux tours de l'élection et la publication de plusieurs sondages donnant un écart plus marqué qu'au soir du second tour, entre les deux candidats finalistes, pour que la demande reparte. »

Au final, malgré ces événements, le niveau de réservations global en France au 31 mai affiche une



progression de +2,6% par rapport à 2019, notamment grâce un niveau de réservations très élevé en mai.

Il n'y en aura pas pour tout le monde

A ce jour, le taux moyen d'occupation pour l'été 2022 s'élève à 63,6%. « Le choix commence à s'amenuiser, prévient <u>papvacances.fr</u>. Ceux qui n'ont pas encore pris leurs dispositions, s'ils veulent avoir plus de choix de destinations, devront se reporter sur les extrémités de l'été. A savoir début juillet et fin août. »

Dans le détail, se sont surtout les semaines du 30 juillet (79%), du 6 août (86%) et du 13 août (78%) qui présentent les plus forts taux d'occupation. Enfin, selon les types de zones, le niveau d'occupation reste homogène – mer (65,1%), étranger (64,7%), campagne (64,5%) – à l'exception de la montagne (49,9%) qui présente un écart important.

*Etude basée sur 194 616 demandes de réservations effectuées via le site PAP Vacances** entre le 1er janvier et le 31 mai 2022 pour la période du jeudi 1er juillet au 31 août 2022 comparées aux réservations enregistrées sur la même période de 2019 et aux tarifs de la même période en 2021.

** Pour les locations de vacances, PAP a créé en 2001, <u>papvacances.fr</u>. Avec 92 millions de pages vues par an, PAP Vacances est devenu l'un des sites leaders des locations saisonnières en France.

Vaucluse, Débat des législatives, qui aura transformé l'essai pour vous donner envie de voter ?



Ecrit par le 8 novembre 2025



Les cinq candidats en lice pour les élections législatives ont débattu des enjeux politiques du Vaucluse. Objectif ? Inciter les Vauclusiens à aller voter les dimanches 12 et 19 juin prochains. Ceux qui seront élus demain, sauront-ils travailler ensemble, aller dans la même direction, dans l'intérêt des vauclusiens ? Les cinq candidats avaient moins d'une heure pour convaincre. Les thèmes abordés ? Le pouvoir d'achat, la santé de proximité, la retraite et l'agriculture.

Dans 10 jours plus de 400 000 vauclusiens seront appelés aux urnes pour choisir entre 57 candidats et leurs suppléants. Sur le grill ? Cinq candidats issus de 5 formations politiques pour 5 circonscriptions du département.



Ecrit par le 8 novembre 2025



Thomas Hirsch et Daniel Morin animaient le débat des législatives au Théâtre du Balcon à Avignon, jeudi 2 juin de 18h à 19h.

C'était à l'occasion d'une émission radio sur France Bleu Vaucluse en partenariat avec le quotidien La Provence et France 3 Méditerranée (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Qui sont-ils?

Farid Faryssy, avocat à Avignon, candidat Nupes (ex La France insoumise et dorénavant la Nouvelle union populaire écologique et sociale, pour la première circonscription : Avignon et le Pontet. Sa suppléante est Mathilde Caillé.

<u>Stanislas Rigault</u>, chargé de mission auprès de l'Institut de formation politique Paris, candidat Reconquête -le parti d'Eric Zemmour- à la 2^e circonscription : Bonnieux, Cadenet, Isle-sur-la-Sorgue et Cavaillon. Sa suppléante Marion Maréchal-Le Pen.



Ecrit par le 8 novembre 2025

Hervé de Lépinau, avocat, conseiller municipal d'opposition à Carpentras, candidat Rassemblement National pour la 3^e circonscription : Bédarrides, Carpentras Sud, Pernes-les-Fontaines. Sa suppléante est Fanny Lauzen-Jeudy.

<u>Violaine Richard</u>, Conseillère régionale à la Région Sud. Secrétaire général de <u>Unitel group</u> (service et conseil informatiques), candidate La République en marche devenue Ensemble pour la 4^e circonscription : Bollène, Beaumes-de-Venise, Bollène, Malaucène, Orange, Vaison-la-Romaine et Valréas. Son suppléant est Jérôme Bouletin.

<u>Julien Aubert</u>, énarque, haut fonctionnaire, député (depuis 2012). Se présente sur la 5° circonscription : Apt, Carpentras nord, Gordes, Mormoiron, Pertuis et sault.



Studieux avant d'entrer dans l'arène, de gauche à droite : Farid Faryssy, Stanislas Rigault, Hervé de Lépinau, Violaine Richard et Julien Aubert (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)



Comment le débat a commencé

Daniel Morin : Vous, candidats souhaitez-vous une large majorité pour le président de la République dans l'hémicycle ou une cohabitation ?

A cette question Violaine Richard a répondu « vouloir cette majorité pour porter haut les valeurs de la République. » Julien Aubert a évoqué «une longue traversée du désert des rendez-vous démocratiques, sans pouvoir changer les décisions qui seront prises. Votez pour Les républicains pour être sûrs qu'une majorité relative tende vers la droite.»

Thomas Hirsch : Les Français veulent-ils plus un programme de rupture de continuité, aspirent-ils à l'apaisement ?

« Oui a répondu Farid Faryssy, les Français veulent un programme de rupture avec le Macronisme. Le Macronisme ? Ça a été 5 ans de destruction de la santé, des services publics, à La Poste, au Logement social. Les Français veulent le changement qu'ils n'ont pas pu obtenir lors des élections présidentielles, ils l'auront aux législatives avec un gouvernement de gauche à travers l'Union Populaire.»

Daniel Morin : Se dirige-t-on vers une situation compliquée avec une majorité pas clairement définie, qu'est-ce que cela dit des fractures de notre société ?

Stanislas Rigault : «Jean-Luc Mélenchon a réussi un coup politique en rassemblant un bloc d'extrême gauche qui siègera à l'Assemblée nationale. Avec Eric Zemmour nous regrettons qu'il n'y ait pas eu cette même main tendue de la part de Marine Le Pen. Si nous avions eu cette même stratégie, nous aurions pu viser un groupe plus important à l'Assemblée Nationale.»

Violaine Richard : «Notre formation politique Ensemble est rassemblée dès le début. Ce que je constate ? La politique change vraiment la vie des gens. Le dire c'est lutter contre l'abstention. Le militantisme ? C'est aussi écouter les gens.»

Hervé de Lépinau: «Soyons modestes. La société aujourd'hui est en lambeau sur le plan démocratique. Le Parlement n'a pas fonctionné de manière normale pendant deux ans, les pleins pouvoirs ont été concentrés à l'Élysée. Matignon n'était qu'une courroie de transmission et les Français ont payé la note à la fin. Au plan sanitaire? Nous avons vécu des restrictions de liberté jamais vues auparavant. Pour pouvoir tenir une Nation, vous la surendettez, ne la rendant plus libre. Cette élection est essentielle pour restaurer le souffle démocratique du pays. Si les Français n'expriment plus leurs inquiétudes ou leurs envies dans les urnes ça peut très mal se terminer dans la rue.»



Ecrit par le 8 novembre 2025



Le public présent au Théâtre du Balcon, devant sa télé, derrière son portable ou son ordinateur aura peut-être fait son choix hier soir (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Thomas Hirsch : « S'il n'y a pas de majorité au soir du 19 juin, travaillerez-vous ensemble, malgré vos différences, pour soutenir la Nation et le territoire ?

Julien Aubert : «Les élections législatives sont le choix d'un homme ou d'une femme et non d'une étiquette. Il faut voir ce qu'ils ont fait ou veulent faire. Cependant si Emmanuel Macron n'a pas les pleins pouvoirs et s'il est obligé de discuter les textes, comme la réforme des retraites, Les républicains trouveront un point d'équilibre pour le pays.»

Thomas Hirsch: Comment allez-vous vous y prendre pour ramener les gens vers les urnes et Nupes aura-t-il un avenir au soir du 19 juin?

Farid Faryssy: «On souhaite inciter les gens à voter via notre programme. Nous voulons que les députés reprennent leur place dans un Parlement véritablement utile. Je pense que c'est la recomposition de la



Ecrit par le 8 novembre 2025

gauche qui se joue durant ces élections législatives, avec un contrat au gouvernement et une Union populaire. Toutes les conquêtes sociales ont été amenées par la gauche dans notre pays. Nupes sera une majorité de gauche à l'Assemblée.»

Julien Aubert: «Comment voulez-vous faire une transition écologique qui est au cœur de la problématique du pouvoir d'achat et ne pas savoir ce que vous voulez faire sur la transition écologique dont le nucléaire est le principal bateau ?»

Daniel Morin : Vous candidats, toutes étiquettes confondues, choisirez-vous de vous maintenir, quels que soient les cas de figure, au 2^e tour des élections législatives ?

Hervé de Lépinau : «On nous annonce une abstention de 50%.»

Julien Aubert : «C'est à chaque candidat qui se présente devant le peuple, d'en décider personnellement.»





(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Daniel Morin pour Stanilas Rigault et Hervé de Lépinau, « votre point commun est d'avoir ou d'avoir eu comme suppléante Marion Maréchal-Le Pen. Elle dit qu'elle ne comprend pas pourquoi vous vous tirez des balles dans le pied. Est-ce qu'au second tour vous vous retrouveriez pour vous soutenir ?«

Stanislas Rigault : « Nous l'avons fait pour les élections présidentielles, Jordan Bardella l'avait aussi donné pour consigne.»

Hervé de Lépinau : «Au 1^{er} tour on choisit, au second on élimine. Nous aurons capacité à nous retrouver.»

Thomas Hirsch: «Nous avons des frontières administratives sur le territoire qui ne ressemblent plus à la réalité des bassins de vie. Économiquement et politiquement ne devrions-nous pas nous ouvrir davantage sur le nord-des-Bouches-du-Rhône, vers le Gard Rhodanien, pour arriver à mieux fédérer et voir aboutir des projets?»

Violaine Richard: «Les frontières administratives sont globalement illisibles pour beaucoup. Les découpages administratifs et électoraux sont issus de calculs compliqués. Oui, travailler ensemble me semble indispensable, c'est aussi un élément de la compréhension de la démocratie.»

Alain de Vecchis de l'<u>Afoc</u> (Association FO des consommateurs) Vaucluse interroge : « Depuis l'installation de l'euro le pouvoir d'achat s'érode chaque année. Aujourd'hui l'inflation atteint +5,2% et l'on prévoit +8% à la fin de cette année. Quelles mesures prendrez-vous face à l'inflation ? Allez-vous indexer les salaires et surtout les retraites sur l'indice de l'inflation ? «

Stanislas Rigault: «On sort de deux grandes crises, La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Il ne faut pas répondre à ces grandes questions dans l'urgence. Le problème du pouvoir d'achat préexistait avant ces deux crises. Notre logique ? Taxer moins et baisser les impôts, comme par exemple la CSG pour permettre un 13^e mois aux français.»

Hervé de Lépinau: «Nos mesures concrètes? Nous avons déjà annoncé ramener la TVA sur l'énergie et les carburants de 20 à 5,5%. Nous proposons un panier de 100 produits de base qui seraient dispensés de TVA pour redonner un coup de pouce au pouvoir d'achat. J'observe que nous n'avons jamais payé autant d'impôts. Nous sommes le pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement) le plus taxé et notre pouvoir d'achat ne s'est jamais autant dégradé. La vraie question? Où va l'argent? Nous allons retracer le flux de l'argent public pour le savoir.»

Julien Aubert : «Je suis pour l'indexation des retraites et des salaires sur l'inflation, en même temps, il faut être sûr que les entreprises puissent encaisser ces hausses de salaires et obtenir concomitamment des baisses de charges accompagnées. Il faut également restaurer le travail car le pouvoir d'achat est la conséquence du travail, en récompensant ceux qui travaillent, en redonnant de l'attractivité aux secteurs



en tension, en faisant un effort sur les rémunérations. Nous devons mener une réflexion plus large sur les revenus d'activé et d'inactivité.

Violaine Richard: «En France l'inflation est de 5,2% c'est trop et beaucoup trop pour les plus modestes, en Allemagne, elle est à 8%. Ce qu'on fera ? Une indexation des retraites sur l'inflation et une retraite minimale à 1 100€. Les modalités ? Le Parlement en débattra.»

Farid Faryssy: «Macron a pris aux français pour redonner aux riches. Nous? Nous bloquerons les prix de 153 produits de première nécessité, également les carburants. Nous souhaitons instaurer la gratuité des quantités d'eau et d'électricité indispensables à la vie digne et la gratuité des cantines. Pour nos jeunes? Une allocation autonomie de 1063€ qui est le seuil de pauvreté pour leur permettre d'étudier, un Smic à 1 500€ net et la mise en place d'une conférence sociale pour ré-évaluer les salaires.»

Thomas Hirsch : Logement social, nous avons un dossier départemental avec l'absorption de Vallis Habitat par Grand Delta Habitat

Hervé de Lépinau «Il y a nécessité à loger les gens mais dans la dignité. Le problème des opérateurs du logement social en Vaucluse ? Ils demandent des permis de construire aux communes -merci la loi Elan et l'obligation de construire 25% de logements sociaux- quand, par ailleurs, l'existant est laissé à l'abandon. Avant de prendre des terres agricoles et de consommer de l'espace, consacrons les moyens pour rénover l'existant et je vous garantis que l'existant sera traité en partie et de manière significative.»



Ecrit par le 8 novembre 2025



(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Daniel Morin : « Que fait-on de ce projet (Vallis Habitat fusionné avec Grand delta Habitat) ? On le gèle, on le bloque ? On revient en arrière ? On fait des études ?

Hervé de Lépinau : «Il faut en débattre au sein du Conseil Départemental, acteur historique qui risque d'être privé de cette mission. On est sur le problème des masses critiques»

Violaine Richard : «Vous mélangez un sujet national à un sujet départemental. Le dossier a été géré de façon extrêmement rapide. La concertation est nécessaire.»

Farid Faryssy : «Nous sommes contre car cela supprime le seul acteur public, cela donnerait au privé 1 milliard qui est la valeur des logements de Vallis habitat.»

Patrick Bourdillon, assistant régulateur au Samu de Vaucluse, centre hospitalier d'Avignon : « Que ferez-vous pour la santé pour faire fonctionner nos établissements cet été ?«



Stanislas Rigault : «15 000 soignants sont empêchés de travailler parce qu'ils ne sont pas vaccinés. Je me battrais pour que ces personnes puissent, de nouveau, exercer.»

Violaine Richard : « Non, parce que la crise Covid n'est pas terminée.»

Julien Aubert: «J'ai voté contre leur licenciement, je me suis battu contre leur suspension, j'ai signé une tribune demandant leur rétablissement il y a trois mois. L'hôpital public est à bout de souffle avec ce type de décision qui prive, en réalité, une partie du système de santé de professionnels. On n'a pas besoin de plus de rapports pour savoir que les hôpitaux vont mal. Si je devais prendre des mesures ? Sur les gardes de nuit, de week-end, donner plus d'attractivité, augmenter les rémunérations et mettre fin à la maîtrise comptable des dépenses de santé qui a nié la notion de service public.»

Hervé de Lépinau: «Je demande qu'on restaure, dans leur dignité, ces soignants. Les services publics, aujourd'hui, sont dégradés. Il y a 30 ans, il y avait un hôpital dans toutes les villes de province de 30 000 habitants. Il y avait une prise en charge, un maillage territorial qui fonctionnait. Il y a des années, Roselyne Bachelot a décidé d'organiser une techno-structure pour essayer de dégager de la rentabilité à l'hôpital. On en voit le résultat aujourd'hui. Ce qui m'effraie? Le taux de mortalité infantile repart à la hausse en France et des drames se jouent aux urgences à cause du manque de personnel qui vit une pression insupportable. Nous allons vers le clash de l'hôpital, dont l'équipe Macron porte une très importante responsabilité. Lors de la crise sanitaire la mesure phare de Martin Hirsch a été de continuer à fermer des lits d'hôpitaux.»

Farid Faryssy: «Je suis pour la réintégration des soignants. C'est plus de 100 000 médecins qu'il faut recruter parce qu'il y a les départs à la retraite et la problématique du numerus clausus qui bloque l'accès aux études de médecine. Il faut reconstruire les services d'urgence comme celui de Cavaillon qui ferme. 17 500 lits ont été fermés pendant le Covid. Le Ségur de la santé a été une escroquerie. Contrairement à ce qui a été dit, les salaires des soignants n'ont pas été revalorisés.»

Stanislas Rigault : «Ce que je préconise ? Augmenter de 12% les salaires des aides-soignants et infirmiers, recruter 1 000 médecins salariés, sur les 5 ans à venir, par l'État pour combler les déserts médicaux et rétablir les gardes obligatoires des médecins ce qui permettrait des permanences en tous lieux.»

Violaine Richard : «En Vaucluse, on a ouvert 19 maisons de la santé. Ça marche très bien. Les médecins sont contents de travailler ensemble, les patients également et la télémédecine y trouve sa place. On peut aussi y accueillir des spécialistes et les personnes âgées peuvent être soignées en proximité.»

Emmanuel Ventura, postier à Avignon : «Quel âge de retraite proposez-vous ? Avec combien d'annuités requises pour une retraite à taux plein et avec quel montant de base ?«

Farid Faryssy: «Nous souhaitons la retraite à 60 ans, avec 40 annuités. Ce qu'il faut savoir ? A 62 ans, 25% des ouvriers décèdent donc, proposer la retraite à 65 ans, comme le fait Violaine Richard, revient à proposer des retraites pour les morts. Le Conseil d'orientation des retraites ne prévoit pas de difficulté jusqu'en 2070 avec une réserve de 150 milliards d'euros. Nous proposons une augmentation de 0,25%



par an du taux de cotisation pour les hauts salaires afin que les bas salaires disposent de 1 500€ net.»

Stanilas Rigault: «Nous proposons 64 ans. En 2030 il y aura plus de 2 millions de personnes de plus de 75 ans. S'il y a retraite il y a aussi conditions de vie des retraités. C'est la raison pour laquelle nous voulons construire 400 000 places d'Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Nous voulons exonérer de la CSG (Contibution sociale généralisée) des plus petites retraites.»

Hervé de Lépinau : «La retraite à 65 ans est un moyen déguisé pour réduire les pensions puisqu'il faudra justifier d'avoir accumulé le nombre de trimestres travaillés pour pouvoir bénéficier d'une retraite pleine. Plus vous retardez le départ à la retraite et plus il sera difficile d'accéder à une retraite pleine. Aujourd'hui le parcours professionnel n'est plus celui des 30 glorieuses. On peut avoir eu des périodes de chômage. La solution la plus juste ? Tenir compte des accidents de la vie pour les revaloriser dans la construction d'une carrière.»

Violaine Richard: «On ne touchera pas au nombre d'annuités. Nous augmenterons progressivement l'âge de la retraite jusqu'à 4 mois par an pour arriver à 65 ans. Ce qui est choquant ? Avoir travaillé toute sa vie et ne pas obtenir une retraite digne. Nous préconisons une retraite minimum à 1 100€ comme nous l'avons fait pour les agriculteurs.»

Julien Aubert: «Ce débat sur l'âge de la retraite est stupide. Il sera normal pour une personne qui a commencé très tôt à travailler et qui a eu un métier difficile de partir à 58 ans. De même une personne qui a fait de longues études et qui n'a pas un métier physiquement compliqué peut travailler au-delà de 65 ans. Nous devrions nous focaliser sur le nombre d'annuités de manière à équilibrer le régime. La pénibilité doit venir pondérer le nombre d'annuités, mais ne rentrons pas dans des grilles car nous n'en sortirions pas. Faisons confiance aux médecins pour évaluer l'état de santé de la personne par rapport à son travail. Ce serait plus respectueux et pragmatique que ces usines à gaz.»

Daniel Morin et Thomas Hirsch : « Quel avenir pour l'agriculture, l'installation des jeunes agriculteurs ?«

Stanislas Rigault : «Il y a 50 ans la France accueillait 4 millions d'agriculteurs, aujourd'hui ils sont 400 000. Nous augmenterons la dotation pour les jeunes agriculteurs. Nous exonèrerons de droit de frais de succession les familles qui veulent transmettre leur patrimoine agraire à leurs enfants. Nous plébiscitons les circuits courts.»

Vilaine Richard : « Ce qui est fondamental ? Donner aux agriculteurs tous les moyens de produire en allant vers une transition climatique. Nous travaillons sur le plan sécheresse.»

Julien Aubert : «Tout d'abord abroger le zéro artificialisation qui vitrifie la ruralité. Faire de l'écologie ? Oui à condition qu'elle ne tue pas l'agriculture. Éviter le blocage des prix qui ne permet plus aux agriculteurs de vivre.»

Le débat, une initiative France Bleu Vaucluse avec La Provence et France 3 Méditerranée



L'émission radio initiée par France Bleu Vaucluse jeudi 2 juin a été filmée et retransmise en direct depuis le Théâtre du Balcon à Avignon, sur <u>FranceBleuVaucluse.fr</u> et la Provence.com. Aux manettes ? Daniel Morin, rédacteur-en-chef de <u>France Bleu Vaucluse</u> ; <u>Thomas Hirsch</u> directeur départemental de <u>la Provence</u>, en association avec les caméras de <u>France 3</u> avec <u>Frédérique Poret</u> journaliste <u>France 3</u> <u>provence-alpes-côte d'azur</u>.



(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)



Tourisme patrimonial : le Vaucluse au top des revenus des hôtes Airbnb



Le département de Vaucluse apparaît en 4^e position du top 10 des départements affichant les plus haut revenus pour les hôtes du patrimoine Airbnb. Créée ce mois-ci par la plateforme de location d'hébergement touristique chez les particuliers, la catégorie 'patrimoine' correspond aux logements d'intérêts historiques datant du XIXe siècle au moins. Une offre Airbnb qui regroupe actuellement plus de

4 000 hébergements en France.

« Ces dernières années, les habitudes de voyage ont évolué : de plus en plus de visiteurs se rendent dans des destinations moins peuplées et souhaitent découvrir le monde rural et le patrimoine local, explique la plate-forme créée en 2007 à San Francisco. S'inscrivant dans cette tendance et souhaitant rééquilibrer les voyages en faveur des destinations moins touristiques, Airbnb s'est associé à l'Association des maires ruraux de France afin de promouvoir l'incroyable diversité des sites historiques en France. »

Opportunité économique et revenu vital

Cette catégorie 'patrimoine' suscite un grand intérêt auprès des voyageurs avec des taux de réservation en 2021 en hausse de +65% par rapport à 2019 (avant le Covid). Elle semble constituer aussi une véritable opportunité économique : les hôtes de logements du patrimoine en France ont gagné plus de 5 300€ en 2021, contre 3 800€ pour les autres hôtes de l'Hexagone.

Le classement des départements par revenus généralement constatés en 2021 est dominé par la Gironde, la Dordogne et le Calvados. Echouant au pied du podium, le Vaucluse est ensuite suivi par la Seine-Maritime, l'Indre-et-Loire, le Gard, la Charente-Maritime, la Saône-et-Loire ainsi que les Alpes-Maritimes. « Il s'agit d'un revenu vital pour les hôtes et leurs familles, qui les aide à couvrir les frais d'entretien élevés et à préserver leurs demeures familiales pour les générations à venir », explique Airbnb.

Le Vaucluse et le Gard à la fête

Le Vaucluse est également présent dans le top 10 du nombre de logements puisqu'il figure en 6^e position derrière la Dordogne, la Gironde, l'Indre-et-Loire, le Calvados et l'Aude. Il devance ensuite le Lot-et-Garonne, l'Hérault, le Maine-et-Loire et le Gard qui clôture ce classement.

Enfin, concernant les 10 logements 'patrimoine' les plus plébiscités, <u>le Moulin des Roberts</u> à Gordes se classe en 8° position. Devant on trouve également <u>un chalet en pierre dans un château</u> de à Saint-Victor-la-Coste, dans le Gard à côté de Lirac, en 6° position ainsi qu'une bastide à Aix-en-Provence (4° position).

Soutien au patrimoine rural

Avec un don de 5,6M€, Airbnb est devenu le principal mécène <u>du programme 'Patrimoine et Tourisme</u> <u>local'</u> de <u>la Fondation du patrimoine</u>. Dans le cadre de ce programme, la Fondation soutiendra jusqu'à 200 projets de restauration d'édifices publics et privés dans toute la France rurale.

« L'engagement d'Airbnb en faveur du patrimoine rural en France, combiné aux retombées économiques des voyages sur la plate-forme, contribue

à un renouveau sans précédent du monde rural, se félicite Airbnb. Les premiers bénéficiaires de cette dynamique sont les habitants de ces territoires, qui avaient jusqu'alors été privés des retombées du tourisme. »



Paca, 96 architectes viennent de prêter serment dont 6% sont vauclusiens



96 architectes inscrits entre juin 2021 et avril 2022 se sont engagés à respecter le code de déontologie de la profession lors de la cérémonie annuelle présidée par Marilyne Chevalier présidente de l'Ordre des Architectes Paca. Environ 6% d'entre-eux sont vauclusiens pour une région qui en accueille 2 835.

Dans son discours, Marilyne Chevalier a évoqué l'architecture comme une discipline de solutions, une arme efficace pour lutter contre le dérèglement climatique. La présidente de l'ordre a également présenté <u>'Habitats, villes, territoires, l'architecture comme solution'</u> programme de propositions, conçu par les architectes, pour faire face à l'urgence. Au titre des futures rencontres, en Vaucluse, la présidente de l'Ordre des architectes de Paca a évoqué le 18 novembre.



Ecrit par le 8 novembre 2025

Les travaux en cours

La profession travaille actuellement sur la construction durable de la ville de Marseille ; Les rencontres entre architectes, élus, partenaires de l'acte de bâtir ; La diffusion des résultats de l'enquête sur les problématiques liées à l'instruction des permis de construire ; La formation des élus, notamment lors des Journées de l'urbanisme organisées par les CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) et La sensibilisation des jeunes à l'architecture.

Le serment

les 96 architectes ont prononcé la phrase rituelle : «Dans le respect de l'intérêt public qui s'attache à la qualité architecturale, je jure d'exercer ma profession avec conscience, probité et responsabilité et d'observer les règles contenues dans la Loi sur l'architecture et dans le Code de déontologie.» Ces nouveaux inscrits exercent à 57% en libéral, 40% sont associés de sociétés d'architecture, 2% sont fonctionnaires et 1% salariés. Près de 58% sont installés dans les Bouches-du-Rhône, 15% dans les Alpes-Maritimes, 13% dans le Var, 6% dans le Vaucluse, 3% entre les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes et 1% à Monaco. 40% d'entre-eux sont diplômés de l'ENSA Marseille (DEA ou DPLG), enfin 60% sont des femmes et 40% des hommes.





CPAM, un nouveau président pour veiller à la prise en charge de la santé des Vauclusiens



Jean-Paul Sadori, représentant de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) a été élu président du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Vaucluse. Il succède à Jean-Luc Falicon.

Par ailleurs, Virginie Casamatta, représentante de la CGT-FO, a été élue 1ère vice-présidente du conseil, tandis que Corinne Mallet, représentante de l'Union des entreprises de proximité (U2P), a été élue 2ème vice-présidente.

Représenter les vauclusiens

Ce conseil regroupe au total 23 membres. Ceux-ci représentent les assurés salariés, les travailleurs indépendants, les employés, les associations, les salariés et les institutions de santé, basés dans le Vaucluse.

Suivre et évaluer la politique de la CPAM Vaucluse

Le conseil de la CPAM de Vaucluse oriente, suit et évalue la politique de l'Assurance Maladie de Vaucluse dans plusieurs domaines. Il a notamment pour rôle de déterminer sur proposition de Sophie De Nicolaï, directrice de la CPAM de Vaucluse, les grandes orientations du contrat pluriannuel de gestion, les objectifs poursuivis pour améliorer la qualité des services rendus à l'usager et les axes de la politique de gestion du risque. Il lui appartient aussi d'approuver, sur proposition de la directrice, les budgets de gestion et d'intervention. Il délibère également sur la politique d'action sociale et sanitaire conduite par l'organisme dans le cadre des orientations définies par la Caisse nationale d'assurance maladie.



Protection de la santé dans toutes les sphères

La Caisse primaire d'assurance maladie de Vaucluse a pour mission la protection de la santé des Vauclusiens, dans leur vie personnelle ou professionnelle. Afin de pouvoir protéger durablement la santé de chacun, à chaque étape de la vie, elle agit en proximité auprès de l'ensemble des acteurs, assurés, professionnels de santé, entreprises, institutionnels... Elle œuvre au quotidien pour garantir l'accès universel aux droits et permettre l'accès aux soins, pour accompagner chaque assuré dans la préservation de sa santé et pour améliorer en permanence l'efficacité du système. Elle s'appuie pour cela sur l'expertise de ses plus de 500 collaborateurs, répartis sur 6 sites dans le département qui partagent le même mot d'ordre au service de la santé de tous. MH



Jean-Paul Sadori, Le nouveau président de la CPAM 84 entouré de ses deux vices-présidentes

Virginie Casamatta (à gauche) représentante CGT-FO et Corinne Mallet de l'Union des Entreprises de Proximité (U2P84)



Le château de Thézan ouvre ses portes au public pour la première fois



Le château de Thézan, à Saint-Didier, va ouvrir ses portes pour la première fois à partir du samedi 4 juin prochain avec une exposition de l'artiste Etienne Viard.

Le château de Thézan, situé à Saint-Didier, n'a jamais pu accueillir de public. Après 20 ans laissé partiellement à l'abandon, la bâtisse et son parc ont été rachetés par Pierre de Beytia et Emmanuel Renoux, deux passionnés de vieilles pierres, de mobilier, d'objets d'art, ainsi que de beaux jardins.

« Depuis avril 2019, nous travaillons à maintenir le château et à redonner au domaine sa splendeur afin de pouvoir partager ce joyau de Provence avec le public, habitants du village de Saint-Didier et des alentours mais aussi avec les touristes et autres passionnés qui s'intéressent au réveil de la belle endormie du Comtat Venaissin », explique Emmanuel Renoux.

Un château du XIIème siècle

Situé face à l'église de la commune, le domaine qui s'étend sur 4000m² de planchers, 1,4ha de terrain clos, et 3,5 ha de terres agricoles s'est révélé être un véritable challenge pour ses deux acquéreurs. Évoqué pour la première fois dans des archives en 1159 sous le nom de 'Villa de Saint-Didier – Villa Sancti Desiderii', le bâtiment a servi de résidence principale, puis d'établissement de santé.



À la fin des années 1980, la clinique ferme ses portes. Le château et ses jardins sont alors faiblement maintenus jusqu'à être laissés complètement à l'abandon en 2016 avant d'être acquis trois ans plus tard par Pierre de Beytia et Emmanuel Renoux.

Une exposition pour inaugurer l'ouverture au public

Afin de marquer cette réouverture au public, le château provençal va accueillir une exposition. Quoi de mieux que de choisir un artiste ancré dans le Vaucluse pour inaugurer ce bien patrimonial ? C'est donc <u>Etienne Viard</u>, qui vit et travaille entre le département et la capitale, qui va exposer ses sculptures.

Dans les jardins du château, les visiteurs pourront donc se balader librement entre 12 œuvres. Il sera possible de visiter cette exposition à partir du samedi 4 juin prochain, et ce, jusqu'au 18 septembre.

V.A.